



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche
20211116-DEC-DAEN0738

ARRÊTE PRÉFECTORAL

Au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

portant mise en demeure à l'encontre de la société

OTND située à PIERRELATTE

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement, notamment son livre I, articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 541-5 ;

VU l'article R. 511-9 du Code de l'environnement constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment la rubrique 1716 de cette nomenclature ainsi libellée : « *Substances radioactives mentionnées à la rubrique 1700 autres que celles mentionnées à la rubrique 1735, dont la quantité totale est supérieure à 1 tonne et pour lesquelles les conditions d'exemption mentionnées au 1^o du I de l'article R. 1333-106 du Code de la santé publique ne sont pas remplies :*

- 1. Les substances radioactives ne sont pas uniquement d'origine naturelle et la valeur de QNS est égale ou supérieure à 10⁴ : Autorisation*
- 2. Les substances radioactives sont uniquement d'origine naturelle ou la valeur de QNS est égale ou supérieure à 1 et strictement inférieure à 10⁴ : Déclaration » ;*

VU l'article R. 1333-106 du Code de la santé publique définissant les modalités de calcul du coefficient QNS ;

VU l'annexe 13-8 de la première partie du Code de la santé publique mentionnant les valeurs limites nécessaires au calcul de QNS ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017039-0004 du 6 février 2017 portant autorisation à la société OTND d'exploiter une unité d'entreposage, de tri, de découpe, de traitement et de conditionnement de déchets radioactifs à PIERRELATTE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018326-0014 du 19 novembre 2018 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2017039-0004 du 06/02/2017 autorisant la société OTND à exploiter une unité d'entreposage, de tri, de découpe, de traitement et de conditionnement de déchets radioactifs à PIERRELATTE ;

VU la consultation de l'exploitant le 24 novembre 2021 sur le projet d'arrêté préfectoral et son absence de réponse ;

VU l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 susvisé qui dispose : « Le rapport Q « SOGEVAL 1 » somme des rapports Qi par radioélément tel que défini par le décret n°2007-830 du 11 mai 2007 relatif à la nomenclature des INB, doit être inférieur ou égal à $1,2 \times 10^7$ en toute circonstance pour SOGEVAL 1.

Le rapport Q « SOGEVAL 2 » somme des rapports Qi par radioélément tel que défini par le décret n°2007-830 du 11 mai 2007 relatif à la nomenclature des INB, doit être inférieur ou égal à $1,0 \times 10^7$ en toute circonstance pour SOGEVAL 2.

Le rapport Q « établissement » somme des rapports Qi par radioélément tel que défini par le décret n°2007-830 du 11 mai 2007 relatif à la nomenclature des INB, doit être inférieur ou égal à $2,0 \times 10^7$, en toute circonstance pour l'ensemble de l'établissement.

Le rapport Q « cellules 1 à 9 », somme des rapports Qi par radioélément tel que défini par le décret n°2007-830 du 11 mai 2007 relatif à la nomenclature des INB, doit être inférieur ou égal à $7,8 \times 10^6$ en toute circonstance. » ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 novembre 2021, établi suite à la visite d'inspection, effectuée le 4 novembre 2021, de l'établissement sus-visé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 4 novembre 2021, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants : le dépassement de 6 % du coefficient Q SOGEVAL2 autorisé dans l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2018326-0014 du 19 novembre 2018, présent dans le bâtiment SOG2 de l'établissement susvisé, exploité par la société OTND ;

CONSIDÉRANT que dans son rapport susvisé, l'inspection des installations classées signale que l'activité nucléaire totale du site, caractérisée par le coefficient Q, ne dépasse pas le coefficient autorisé ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, et sans préjudice des autres législations opposables, de mettre en demeure la société OTND de respecter l'article 1.2-1 de l'arrêté préfectoral n°2018326-0014 du 19 novembre 2018 ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société ONET TECHNOLOGIES NUCLEAR DECOMMISSIONNING (OTND) dont le siège social est situé 36, boulevard de l'océan à MARSEILLE (13 009), est mise en demeure, pour son établissement implanté 960, chemin des agriculteurs à PIERRELATTE (26 700), dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2018 susvisé en ne dépassant pas les coefficients d'activités nucléaires Qétablissement, Q1, Q2 et Qcellules, autorisés.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-1 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de GRENOBLE, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressé par voie électronique au moyen du téléservice accessible par internet à l'adresse : www.telerecours.fr

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du Code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : Publicité

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection de l'environnement et le maire de PIERRELATTE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **20 DEC. 2021**

La préfète,



Elodie DEGIOVANNI

